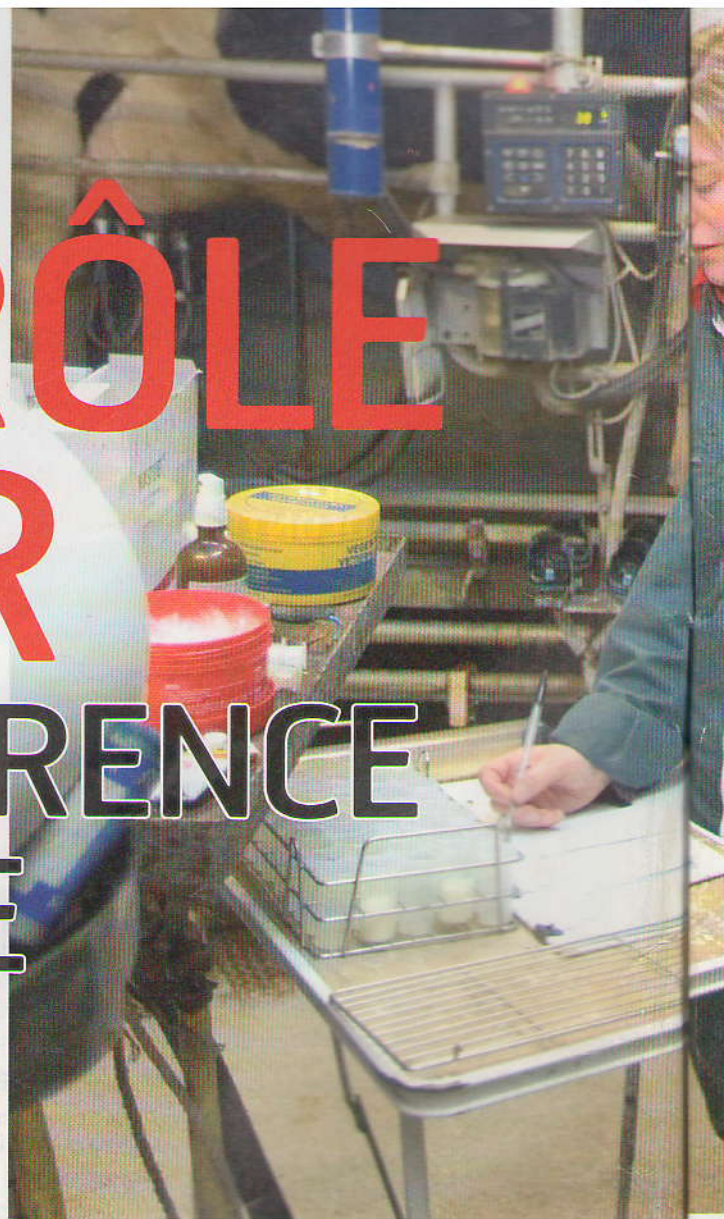


CONTRÔLE LAITIÉ LA CONCURRENCE S'ORGANISE



Même si les contrôles laitiers historiques conservent une position dominante, l'arrivée de Lactéus et de Cogedis dans ce secteur d'activité marque une offensive de poids.

DÉPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES, des groupes d'éleveurs ou certains vétérinaires proposent localement des alternatives aux contrôles laitiers histo-

riques. En 2008, l'arrivée de deux acteurs d'envergure sur ce marché marque une réelle offensive dans ce domaine d'activité. Le laboratoire privé Lactéus réalise les analyses de lait, tandis que Cogedis se

lance dans le conseil technique. Lactéus est né de la volonté d'un homme : Gaël Gounot, vétérinaire près de Fougères (Ille-et-Vilaine). « Certains éleveurs de ma clientèle cherchaient à réduire le coût du contrôle de performance, explique-t-il. Ce sont des personnes autonomes, dont le troupeau est bien mené et qui ne souhaitent pas l'appui technique mensuel d'un technicien du contrôle laitier. »

30 000 VACHES CONTRÔLÉES PAR LACTÉUS

Pour financer ce laboratoire indépendant, ce praticien a fédéré plusieurs vétérinaires et quelques firmes d'aliments autour de lui. Surtout, Gaël Gounot a su trouver un partenaire de taille avec Cogedis. Ce centre de gestion, avec ses 4500 éleveurs laitiers, était capable de ramener une forte activité au laboratoire.

Aujourd'hui, le pari semble gagné pour Lactéus qui revendique 30 000 vaches contrôlées, l'objectif étant d'atteindre 40 000 pour équilibrer les comptes. Les éleveurs sont séduits par le service à bas prix. Pour l'analyse des taux, des cellules et l'urée, l'abonnement annuel coûte 207 € pour quarante vaches contrôlées. Au-delà, un complément de 2,07 € par vache laitière est à déboursier. Ensuite, chaque analyse est facturée 0,51 €. Au minimum, huit contrôles par an sont à réaliser. Ces tarifs sont possibles parce que l'éleveur effectue lui-même ses prélèvements. Une fois réalisés, il les envoie via la poste à Lactéus. Celui-ci lui retourne les résultats sous 48 heures. « La particularité est que nous ne faisons pas le croisement entre les résultats, la quantité de lait et les vaches. Le laboratoire ne peut en aucun cas



Serge Bazin, directeur de France Contrôle laitier

« La concurrence nous stimule »

« Le contrôle laitier a une position dominante et le risque serait de s'endormir sur ses lauriers. La baisse du nombre d'agriculteurs entraîne chaque organisme à se diversifier pour maintenir son activité. L'ouverture nous oblige à être meilleurs mais elle remet en cause notre politique de mutualisation des coûts. Nous avons toujours pratiqué des tarifs proportionnels au nombre de vaches. La concurrence sur les grands troupeaux nous incite à nous rapprocher des coûts de revient. »



Les contrôles laitiers traditionnels conservent une position ultra-dominante : ils réalisent 72 % du contrôle de performance en France, ce qui représente 90 % de la collecte.

© CLAUDIUS THIRIET

Seuls les organismes agréés peuvent assurer le contrôle de performance dit officiel. Ce n'est pas le cas de Lactéus.

performance en France, ce qui représente 90 % de la collecte. Face à cette nouvelle concurrence, ils ont aussi su faire évoluer leur offre de service. Ainsi, Bretagne Contrôle laitier ouest (Finistère, Morbihan et Côtes-d'Armor) propose, depuis le mois de janvier, une prestation allégée nommée « Analyse de données ». Il s'agit exactement du même service que Lactéus. « L'an dernier, seulement cent éleveurs nous ont quittés, dont une partie est allée à la concurrence, précise Antoine Fabre, son chargé de communication. C'est peu au regard de nos 7500 adhérents. »

DES ÉLEVEURS EMBAUCHENT QUATRE PESEUSES

Dans la Manche, le contrôle laitier historique propose une prestation non officielle à bas prix. Le tarif est de 90 € par passage avec un peseur, puis 0,35 € par vache contrôlée. Ce département a la particularité d'être confronté à un groupe d'éleveurs réunis au sein d'un GIE, qui réalise le contrôle de performance à faible prix. « Nous embauchons quatre peseuses et la prestation est factu-

rée 2,30 € par vache contrôlée. Il n'y a pas de conseil technique », précise Jacky Lavalley, vice-président de ce GIE. Dans le Maine-et-Loire, la concurrence est venue d'Audit élevage. Créée par un vétérinaire, cette entreprise propose un contrôle de performance et un suivi du troupeau. Son objectif : « Se distinguer en développant une approche globale d'exploitation. »

Reste qu'Audit élevage comme Lactéus ou ce GIE ne peuvent pas prétendre assurer un contrôle de performance officiel, celui qui sert à l'évaluation génétique des animaux. Seuls sont habilités à le faire, pour cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2009, les contrôles laitiers historiques qui ont remporté l'appel d'offres prévu par la dernière loi sur l'élevage. « Ces éleveurs qui réalisent le contrôle avec un organisme non agréé, ne reçoivent pas la prime contrôle laitier de 1,52 €/1 000 l versée par la laiterie. Ils doivent également payer le coût de la certification de parenté des bovins à chaque naissance », ajoute Hervé Tesnière, directeur du contrôle laitier de la Manche. ■

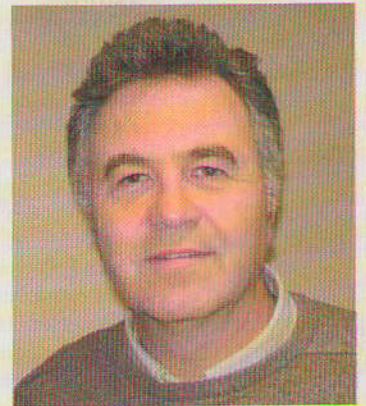
NICOLAS LOUIS

faire du conseil. Nous souhaitons que l'éleveur reste maître chez lui et choisisse lui-même son conseiller », ajoute Gaël Gounot. Il a par ailleurs fortement développé l'envoi des données par mail. Les éleveurs équipés d'un logiciel de gestion de troupeau peuvent ainsi réaliser leurs bilans eux-mêmes. De son côté, Cogedis a lancé une nouvelle prestation d'appui technique baptisée Copilote lait. L'offre de base comprend l'analyse du lait en partenariat avec Lactéus. Pour onze contrôles pratiqués par l'éleveur, les tarifs sont de 572 € par an pour quarante vaches et 938 € pour quatre-vingts. Ensuite, le centre de gestion propose de calculer les performances du troupeau au travers de dix-huit critères (production, taux, sanitaires, reproduction...). Ce service est facturé 70 €/mois. Il comprend aussi

l'envoi d'une lettre d'information mensuelle qui contient des conseils techniques et économiques. De plus, un technicien lait de Cogedis peut contacter l'éleveur par téléphone et l'orienter vers des spécialistes en cas de problème. Pour assurer cette prestation, le centre de gestion s'est entouré de partenaires : E-V Consult pour la zootechnie, Qualitechs pour l'agronomie et Altéor pour l'environnement. Et pour faire le lien entre la technique et l'économique, Cogedis a mis au point un nouvel outil d'aide à la décision nommé Eurêka-lait dans le domaine du prévisionnel (changement de ration, intensification ou extensification du système...). Malgré l'arrivée de ces deux acteurs, les contrôles laitiers conservent encore une position ultra-dominante. Ils réalisent 72 % du contrôle de

« Lier la technique à l'économique »

« Le cœur de notre métier n'est pas la comptabilité mais le conseil. Nous nous lançons dans l'appui technique pour mieux accompagner les éleveurs et ainsi faire le lien avec l'économique. Il existe encore des marges de progrès pour améliorer l'efficacité économique des élevages laitiers. Si nous cherchions à accroître notre activité, nous aurions plus intérêt à nous développer auprès des créateurs d'entreprises non agricoles où il existe un vrai potentiel de développement. »



Guy Lemerrier, responsable marketing et communication à Cogedis